



LES PROPOSITIONS de la Convention Citoyenne pour le Climat

Juin 2020

INTRODUCTION

Qui nous sommes ?

Citoyennes et citoyens libres, indépendants de tout parti ou influence, représentatifs de la société : nous sommes 150 femmes et hommes âgés de 16 à 80 ans, de toutes origines et professions.

Nous avons été sélectionnés par tirage au sort selon une génération aléatoire de numéros de téléphone, sans nous être portés volontaires préalablement, pour être membres de la Convention Citoyenne pour le Climat afin que nous formions une image de la société française capable de vous représenter. Nous ne sommes pas des experts, nous sommes des citoyennes et citoyens comme les autres, représentatifs de la diversité de la société. Nous avons le pouvoir de décider et de faire changer les choses, pouvoir que nous avons exercé avec une attention particulière pour les plus fragiles et ce dans un esprit de justice sociale.

Notre expérience de la Convention Citoyenne

La Convention Citoyenne pour le Climat est la première expérience démocratique d'ampleur faisant appel au tirage au sort – et donc reconnaissant la capacité de citoyennes et citoyens ni spécialistes, ni militants de s'exprimer sur un sujet d'avenir majeur.

Nous avons vécu ensemble, pendant 9 mois, une expérience humaine inédite et intense, qui nous a amenés à prendre conscience de l'impérieuse nécessité d'un changement profond de l'organisation de notre société et de nos façons de vivre.

Pour répondre à la question qui nous été posée, « Comment réduire d'au moins 40 % par rapport à 1990 les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, dans le respect de la justice sociale ? », nous avons échangé librement dans la pluralité de nos opinions. Nous nous sommes nourris d'échanges avec des experts et des représentants économiques, associatifs et publics, afin d'être en capacité de rédiger des mesures concrètes, en connaissance de cause et en toute indépendance.

Nous avons appris à être plus attentifs et plus tolérants aux avis de chacun dans le respect de notre diversité. Se mettre d'accord a parfois été compliqué du fait de nos différences d'opinions, de modes de vie, de culture, d'origine sociale. Cette convention a donc été une leçon de vie démocratique et participative. Nous avons travaillé intensément, avec conviction, envie et un sentiment d'urgence face au climat pour parvenir à des propositions communes.

En dehors des sessions de travail qui nous ont réunis, beaucoup d'entre nous se sont fortement investis dans leur territoire pour partager notre mission, notre prise de conscience et nos ambitions. Nous avons souhaité le faire car c'est à nous de faire vivre et protéger l'endroit où nous vivons. Nous avons ainsi écouté nos amis, voisins, concitoyens, d'associations, des élus et des institutions locales et nationales. Ces rencontres nous ont permis de recueillir toute l'expérience et tous les ressentis de nos interlocuteurs, et ainsi confronter nos réflexions collectives à la réalité quotidienne mais aussi aux enjeux économiques, géographiques, politiques et sociaux de chaque territoire.

La mixité qui nous caractérise ainsi que les échanges lors des sessions, et toutes les rencontres en dehors des sessions nous ont permis d'être plus justes et pertinents dans notre travail.

Nos départements d'outre-mer n'ont pas été oubliés. Plusieurs citoyennes et citoyens ultramarins, présents au sein de la Convention, ont eu à cœur de faire entendre leurs vécus et leurs attentes. Cette préoccupation de ne pas raisonner uniquement en « métropolitains » est partagée par les 150 membres qui entendent le sentiment très fort d'éloignement des

décisions politiques prises à Paris et de faible reconnaissance de l'importance des territoires ultramarins dans les choix publics. C'est pourquoi, les mesures proposées ont été revues pour éviter tout effet pervers pour les territoires ultramarins. Nous considérons que les territoires ultramarins peuvent être des laboratoires incroyables, en termes d'autonomie énergétique, de nouvelles pratiques agricoles ou dans le bâtiment.

Ce que nous souhaitons dire à la société française

Ce que nous avons vécu est une véritable prise de conscience de l'urgence climatique : la Terre peut vivre sans nous, mais nous ne pouvons pas vivre sans elle. À titre d'exemple, les températures caniculaires supérieures à 50°C à l'ombre, qui vont devenir plus fréquentes, seront mortelles dans certaines régions du monde où l'air saturé en humidité interdit toute évaporation de la sueur. Ouvrons donc les yeux et bougeons-nous !

Nous ne sommes pas uniquement devant le choix d'une politique économique pour faire face à une crise économique, sociale et environnementale, nous devons agir sans plus attendre pour stopper le réchauffement et le dérèglement climatique qui menacent la survie de l'humanité. Si nous ne rattrapons pas le retard pris, beaucoup de régions du globe deviendront inhabitables, du fait de la montée des eaux ou de climats trop arides. C'est une question de vie ou de mort !

Nous ne sommes pas en compétition avec les élus ou les autres acteurs de la société française : nous devons tous changer nos comportements en profondeur pour laisser à nos enfants et petits-enfants une planète viable. Il faut agir plus vite et plus fort que ce qui a été fait jusque-là, même si des initiatives superbes ont déjà été mises en œuvre, notamment par les collectivités territoriales et les associations. Les efforts ne pourront pas venir uniquement des autres. Citoyens, pouvoirs publics, acteurs économiques, ONG, il est nécessaire que nous soyons tous solidaires face à l'urgence climatique, en faisant de la justice sociale un des moteurs de la réflexion.

Nous attendons du gouvernement et des pouvoirs publics une prise en compte immédiate de nos propositions permettant une accélération de la transition écologique, notamment dans la stratégie de sortie de crise, en faisant du climat la priorité des politiques publiques, en évaluant les résultats et en sanctionnant les écarts. Le 21^{ème} siècle peut être le nouveau siècle des Lumières par une posture politique ambitieuse, vertueuse et démocratique ! Cela va exiger de considérer l'enjeu écologique comme un enjeu économique (au sens classique et restrictif du PIB), et veiller à ne laisser aucun citoyen de côté, notamment les plus pauvres.

Nous invitons les acteurs économiques à mener une action plus volontariste en faveur de la transition écologique, en faisant de cette problématique une opportunité pour repenser en profondeur nos modes de production et de consommation, et favoriser une meilleure distribution des richesses. L'urgence climatique nous impose des décisions difficiles mais indispensables : soyons inventifs.

Nous demandons aux entreprises françaises qui ont des filiales à l'étranger d'être des acteurs de la transition environnementale notamment dans les territoires où les effets du dérèglement climatique sont dramatiques.

Transition

Il apparaît inévitable de revoir nos modes de vie, nos manières de consommer, de produire et travailler, de nous déplacer, de nous loger et de nous nourrir afin de réduire de 40 % les émissions de GES d'ici 2030. En 2019, l'empreinte carbone moyenne d'un Français est de 11,2 tonnes d'équivalent CO₂ alors qu'elle devrait être de 2 tonnes par an pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

Les membres de la Convention Citoyenne pour le Climat

Zahra A.-B.
Fabien A.
Samyr Addou
Aurore A. M.
Virgine A.
Lambert A.
Nicolas A.
Christine A.
Nadia A.
Noé Arthaud
Amel A.
William Aucant
Monique B.
Benoît Baudry
Marie-Hélène Bergeron
Fabien B.
Guy B.
Pascal B.
Loana B.
Helen B.
Mélanie B.
Mathieu B.
Denis B.
Yves Bouillaud
Yolande B.
Leïla b.
Nadine Breneur
Hugues-Olivier B.
Angela B.
Jocelyn B.
Olivier B.
Claire Burlet
Sylvain Burquier
Alain B.
Jean-Pierre C.
Marianne C.
Cathy C.
Agnès C.
Julie C.-G.
Martine C.
Jephthé C.
Vanessa Chauvet
Sarah C.
Jean-Robert Clement
Paul-Axel C.
Ousmane S. Conde
Dominique C.
Mélanie C.
Victor C.
Issiaka D.
Evelyne Delatour
Rachel Delobelle
Mathieu D.
Marie-Sylvie D.

Mohamed Diallo
Rayane D.
Tristan D.
Remy D.
Saïd E. F.
Julia E.
Sebastien E.
Vita Evenat
Adèle E.-M.
Denis F.
Michaël Folliot
Sandrine F.
Pierre Fraimbault
Grégoire Fraty
Alexia F.
Francine G.
Guillaume G.
Martine G.
Emma G.
Robert G.
Hubert Hacquard
John H.
Claude H.
Marie-Noelle I.
Eric J.
Romane J.
Thierry J.
Sylvie Lacan-Jover
Radja Kaddour
Viviane K.
Agné Kpata
Frédéric K.
Guy Kulitza
Brigitte de L.D.P.
Françoise L.
Selja L.
Robert L.
Sylvie L.
Myriam Lassire
Elisabeth L.
Emilie L.-A.
Mireille L.
Eloise L.
Daniel L.
Julien M.
Brigitte M.
Eveline
Matthias M.-C.
Marie-Line M.
Corinne M.
Nadia M.
Patrice M.
Arlette M.
Clémentine M.

Philippe M.
Lionel M.
Bernard Montcharmont
Claire Morcant
Jean-Claude M.
Mohamed Muftah
Jean-Michel de N.
Grégory O.
Kisito O.
Pascal O.
Siriki O.
Isaura P.
Lou P.
Patrice P.
Brigitte P.
Muriel Pivard
Isabelle P.
Lydia P.
Françoise Porte-Rivera
Muriel R.
Philippe R.
Guillaume R.
Isabelle R.
Amandine R.
Marine R.
Martine R.
Pierre R.
Patricia S.
Matthieu S.
Lionel S.
Valérie-Frédérique S.
Carl
Amadou S.
Danièle de S.
Malik S.
Mathieu S.
Tina Steltzen
Adeline S.
Quentin T.
Paul T.
Isabelle T.
Zaïa T.
Rachel T.C.
Brigitte T.
Natacha T.
Rémi T.
Gladys Vandenbergue
Patrick V.
Pierre V.
Jean-Luc V.
Marie-José Victor-Laig

propositions.conventioncitoyennepourleclimat.fr

conventioncitoyennepourleclimat.fr



@Conv_Citoyenne



@Conv_Citoyenne



ConvCitoyenne

Organisée par :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



CONSEIL ÉCONOMIQUE
SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL